

<http://www.maghreb-observateur.qc.ca/>

Les elections locales et decentralisations au Maroc



Dr. Yossef Ben-Meir

Les facilitateurs des activités de planification peuvent être les conseillers agricoles des politiciens, des professeurs, des étudiants, des organismes civils, des retraités, et des citoyens de ministères (comme de l'agriculture et la santé), locaux et régionaux, des professeurs, étudiants, des organismes civils, des retraités, et des citoyens.

Dr. Yossef Ben-Meir

Mer, 22 Jul 2009 19:16:00

Le 12 juin 2009, le même jour que l'Iran a eu ses élections présidentielles controversables, les marocains sont également sortis aux scrutins pour participer aux élections locales. Dans le contraste radical, les élections du Maroc ont été visées à être libres et justes, et ont revendiqué une augmentation de 15 pour cent de participation aux élections parlementaires de 2007.

Tandis que tout le monde ne visait pas sur les efforts du Maroc pour la réforme, le parti d'Authenticité et de Modernité (PAM) a gagné la plupart des sièges aux conseils locaux (3% de plus que les socialistes au pouvoir). Le message de la 'troisième manière' du PAM de favoriser la tradition et le progrès, les affaires et la justice sociale, le développement et l'environnement ont activé un mouvement de bases rarement vu dans la politique marocaine.

Le PAM a maintenant le potentiel considérable de guider et exécuter l'initiative marocaine à grande échelle et profondément significative de décentralisation pour permettre aux communautés et aux provinces locales d'avoir une plus grande parole dans leurs propres affaires. La "carte routière" à la décentralisation, qui décrit le cadre, les objectifs, et les actions du projet, a été annoncée par S.M le Roi Mohammed VI du Maroc le 6 novembre 2008 -- le trente-troisième anniversaire de la Marche Verte qui a vu 350.000 Marocains sans armes à travers le Sahara Marocain pour unir (ou réunir) la région au royaume.

L'idée de la décentralisation au Maroc a été promue la première fois en 1977 par le défunt Roi

S.M Hassan II. En 2007, le royaume a proposé au Conseil de sécurité des Nations Unies une solution en Sahara occidental -- "autonomie dans la souveraineté marocaine" qui implique nécessairement le transfert significatif de l'autorité à partir du niveau central. La proposition a catalysé le nouvel effort d'aujourd'hui de décentralisation dans l'ensemble du Maroc avec le Sahara Marocain.

L'exécution stratégique de la carte routière, y compris un niveau de placement de 10 milliards de dollars sur 10 ans, peut produire des avantages socio-économiques et environnementaux transformatifs à la population entière (plus de 36 millions de personnes). Elle peut également établir des conditions idéales pour résoudre le conflit du Sahara en avançant la réalisation politique, sociale, culturelle, économique, et environnementale du peuple, particulièrement ceux qui ont souffert plus au cours du conflit international.

La carte routière inclut les arrangements d'organisation de "décentralisation" et de "déconcentration", qui doivent être effectués par "la méthode démocratique et participative". La méthode participative de développement évalue la connaissance locale et engage les communautés entières dans le dialogue pendant qu'elles réalisent leur propre recherche et analyse vers la création d'un plan d'action qui reflète des priorités locales de développement.

La carte routière du roi a des responsabilités de développement (légal, financier, et opérationnel) qui existent au niveau sous national (parmi les communautés locales, les groupes civils et privés, et le gouvernement local et régional). Une gamme des possibilités essentielles (pour surmonter des contraintes et réaliser des opportunités) doit être établie parmi ces groupes locaux par la formation, l'éducation, et l'expérience. La carte routière prévoit pour heurter un équilibre entre le national et les niveaux régionaux, avec l'espace libre et les rôles identifiés pour chacun.

Les organismes civils jouent un rôle critique dans les systèmes décentralisés et les projets locaux soutenant et font partie d'associations et se trouvent entre les niveaux micro et macro de la société. La décentralisation peut alors réellement renforcer la solidarité nationale au Maroc dû à l'enchaînement des nouvelles associations participatives basées qui sont créées. Les communautés locales cherchent généralement à maintenir ce genre d'associations parce qu'elles aident à satisfaire leurs besoins humains et permettent aux personnes de former les établissements qui les régissent.

La carte routière est assez flexible de sorte que le système de la décentralisation puisse convenablement se développer hors des processus de chaque village et voisinage mettant en application des projets de développement (comme, dans des secteurs ruraux, l'agriculture, plantation d'arbres notamment fruitiers, introduire l'eau potable et fruitier, et l'irrigation). Le développement local réussi est souvent replié par les communautés voisines qui peuvent s'embarquer sur un processus qui leur appartient et travailler avec d'autres pour poursuivre des buts partagés. C'est généralement ainsi que la graduation vers le haut se produit et les politiques

nouvelles et reformées se dessinent.

Le développement décentralisé sous cette forme pourrait démontrer aux 400.000 personnes au Sahara Marocain un rapport avec le royaume qui promeut leurs buts humains locaux et régionaux individu-déterminés de développement. C'est ainsi que la décentralisation pourrait être un chemin d'intérêt commun.

Pour avancer la décentralisation, on doit créer des centres aux universités (le Sahara a besoin de sa première université) qui forment des facilitateurs des méthodes participatives. Les méthodes sont interactives, les activités de collecte des informations qui aident les personnes locales à évaluer leurs conditions et projets prioritaires de plan.

Les facilitateurs des activités de planification peuvent être les conseillers agricoles des politiciens, des professeurs, des étudiants, des organismes civils, des retraités, et des citoyens de ministères (comme de l'agriculture et la santé), locaux et régionaux, des professeurs, étudiants, des organismes civils, des retraités, et des citoyens.

Le nouveau centre de formation à l'université de Hassan II à Mohammedia, par exemple, qui est en partenariat avec la Fondation du Haut Atlas, a des programmes de formation de planification avec les présidents des communes et les techniciens du parc national qui sont alors plus efficace en mesure d'initiatives de développement d'aide dans les secteurs où ils travaillent. Ces positions professionnelles et autres se connectent par interface aux communautés locales et elles pourraient donc organiser et faciliter des réunions participatives de planification de la communauté pour avancer à décentraliser le développement.

Afin d'aider la décentralisation, le ministère de l'intérieur du Maroc (qui est responsable de la sécurité interne) doit développer son rôle comme fournisseur d'information au développement avancé. Par exemple, il pourrait aider à établir des associations institutionnelles en passant l'information appropriée accessible en ligne liée aux dizaines de milliers d'organismes marocains de société civile. Les rôles des fonctionnaires intérieurs provinciaux et locaux traditionnels devraient également être reformés de sorte qu'ils contribuent activement au développement et la confiance soit établie. Par exemple, il pourrait être utile si les positions de 'caïd', 'cheik', et 'Moqqadem' soient rendues directement responsables envers des présidents des communes.

En conclusion, un nouveau bureau de projet de décentralisation dans le Cabinet royal aiderait à établir des associations innovatrices entre le gouvernement, civil, et les établissements privés, et l'influence contre les tendances centralisées du gouvernement. Le PAM, étant un nouvel parti et avec sa concentration de puissance au niveau local, est probablement prédisposée pour fonctionner contre la commande centralisée rigide du développement.

7/24/2009

Les elections locales et decentralis...

La création de la régionalisation par les projets localement déterminés et commandés de mise en œuvre qui bénéficient des manières importantes chaque personne dans un secteur rural coûtera approximativement 4 milliards de dollars.

Cette figure est projetée de l'expérience de projet depuis le milieu des années 90 dans la commune rurale de Toubkal (province de Taroudant) avec une population de 10.000 habitants. Les coûts de projet sont le bas gardé parce qu'ils utilisent les matériaux et le savoir-faire locaux, et le travail est souvent en espèces contribué.

Par conséquent, le coût de cette approche à la décentralisation dans tous les secteurs ruraux et urbains, avec un placement plus lourd pour des projets en Sahara, serait probablement aux alentours de 10 milliards de dollars sur 10 ans. L'initiative "BOLD" du Maroc vaut l'investissement, considérant l'énorme développement humain qui s'ensuivrait, la fin la plus probable au conflit du Sahara Occidental qui date de plusieurs décennies, et avec lui, cela se traduirait avec de plus grandes relations constructives parmi les nations africaines du nord.

Dr. Yossef Ben-Meir est sociologue et président de la Fondation du Haut Atlas, une organisation non gouvernementale fondée par d'anciens volontaires de Corps de la Paix et consacrée au développement communautaire au Maroc.